



## EDITORIAL

### MAP et DEMARCHE STRATEGIQUE OU LE SABRE et LE GOUPILLON

Notre directeur, M. Bruno BEZARD, tente de «*vendre*» la démarche stratégique par tous les moyens :

- communication sur l'intranet
- déclinaison par la voie hiérarchique
- message vidéo
- « chats interactifs »
- réponses aux questions formulées lors de « chats »
- visites dans les services

et vante un avenir meilleur à la DGFIP, sous condition d'adaptabilité, modularité et mobilité.

Ses initiales, BB, peuvent, pour certains, être source de fantasmes. Ils n'ont pas tout à fait tort !!

La démarche stratégique, à la DGFIP, n'est que la déclinaison de la Modernisation de l'Action Publique qui fait suite à la RGPP sans en abandonner les principes de base, dictée par les critères de convergence européens:

- moins d'Etat
- moins de fonctionnaires
- moins de collectivités
- moins de service public
- moins de dépenses publiques

Nous ne devons pas nous laisser leurrer par cette emballage. Il s'agit bien d'une attaque supplémentaire contre le statut, les statuts particuliers, la carrière, les droits et garanties des personnels et la structure du réseau.

**Plutôt que d'accepter d'y être associé, dans l'espoir de changer les choses, la CGT appelle à la mobilisation de tous pour combattre cette démarche.**

Daniel HINDERSCHID

#### Au sommaire :

- MAP, Démarche stratégique.

-La crise, c'est eux. La solution, c'est nous.

- Réforme des retraites.

- Revue de presse.

# MAP, Démarche Stratégique, Parcours Professionnel, DANGER pour le Statut et les droits et garanties des agents

Le gouvernement a invité chaque administration, dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique (MAP), à faire des propositions avec deux objectifs : faciliter, à court terme, le bon fonctionnement de l'administration territoriale de l'Etat et répondre aux enjeux d'adaptation et de qualité de l'action publique dans les territoires.

Le 8 avril, le gouvernement a présenté son plan d'action et le constat est clair et dangereux :

- la MAP, c'est encore pire que la RGPP,
- la démarche stratégique de la DGFIP...est un instrument de la MAP.

Dans ce contexte rien de surprenant aux annonces de la ministre Marylise Lebranchu sur les parcours professionnels : rien de bon pour les agents !!

## RGPP/MAP même combat

La MAP est un plan d'action qui remet en cause les principes qui fondent le Statut général des fonctionnaires, d'égalité, de continuité, d'adaptabilité et d'indépendance.

Avec la MAP, le gouvernement entend mettre en cohérence les missions de l'Etat avec les compétences des collectivités territoriales, et se fixe trois axes :

**1° La clarification des missions et des moyens de l'administration territoriale** : c'est la poursuite des choix par missions prioritaires, des actions à court terme sans vision d'ensemble des besoins d'intérêt général ; c'est l'organisation des missions au niveau régional ou départemental, l'obligation pour chaque administration de formuler chaque année des propositions de hiérarchisation, de simplification et d'abandon de tâches, la mobilisation de certaines compétences au travers de coopération interdépartementales et interrégionales (comme les Ressources Humaines par exemple) !

**2° Le renforcement de l'accompagnement au plan des ressources humaines** : il s'agit en fait de renforcer les mobilités (non choisies) interministérielles et inter-fonctions publiques en région et de faciliter les règles d'affectation, de revoir les différents dispositifs indemnitaires ou de mutation (cela peut signifier remettre en cause à la DGFIP le régime de « garantie de rémunération » ou certaines règles de priorité d'affectation comme les ZUS) et enfin de revoir les parcours de formation ;

**3° La simplification du fonctionnement et l'allègement des contraintes sur les services** : il s'agira d'harmoniser et de synchroniser les orientations stratégiques des directions déconcentrées en matière de dialogue de gestion sous l'égide des préfets de région. Cela concernera l'examen des BOP, la gestion des effectifs métiers et Support, l'harmonisation du contrôle de la gestion budgétaire et comptable publique.

La CGT condamne sans appel la MAP et ses évolutions qui remettent en cause les droits et garanties des agents inscrits dans le titre I du Statut général des fonctionnaires et les règles de gestion acquises à la DGFIP en matière de carrière et de mutation.

Plus largement, de telles évolutions, MAP et acte III de la décentralisation en corollaire, pourraient générer de nouveaux transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales. Les coups portés aux garanties des personnels, le développement de la fonctionnalité des emplois, de la précarité, l'écrasement de la grille de rémunération, une vision des missions ignorant l'intérêt général et les besoins des citoyens, appellent à une prise de conscience urgente des personnels et à une riposte à la hauteur.

## **Démarche stratégique...la DGFIP avance !**

A la DGFIP, la MAP se traduit dans la démarche stratégique à laquelle le Directeur général tente d'associer les organisations syndicales et les personnels, ce que la CGT Finances Publiques rejette formellement.

Mais le DG avance malgré tout et sollicite ses directeurs territoriaux afin qu'ils lui fassent des propositions en matière de gestion des personnels et des missions.

Certains, comme dans les Bouches du Rhône, ne sont pas dans la mesure.

Au détriment de tous les acquis en matière de ressources humaines, c'est la remise en cause totale des règles de gestion des personnels qui est proposée :

- Déréglementer les règles de mutation et de promotions d'ici trois ans ;
- Mettre en place des « sous-préfets financiers » chargés d'appliquer la nécessité de service dans leur arrondissement ;
- Régionaliser le maximum de missions.

Face à l'action des personnels, le DRFIP des Bouches du Rhône n'a pas nié l'évidence : c'est bien une remise en cause profonde des droits et garanties des personnels, de l'égalité de droits et de traitement et de l'exécution des missions qui est l'enjeu essentiel de la démarche stratégique que la CGT Finances Publiques appelle à combattre.

### **Parcours professionnel : des mesures d'austérité**

La CGT réaffirme son attachement à la séparation du grade et de l'emploi et au fondement de carrières assises sur des corps et grades à partir de qualifications qui déterminent les catégories structurant la grille unique de rémunération.

La CGT avait dénoncé l'approche catégorielle des négociations et revendiqué une refonte complète de la grille des rémunérations, qui ne fait que s'écraser au fil des années sans déboucher sur un plan de qualification digne de ce nom, et une revalorisation de la valeur du point d'indice avec un abondement immédiat permettant le rattrapage des pertes cumulées.

Les personnels attendaient toutefois des avancées pour la catégorie C (on évoquait la suppression du 1er grade) et une amélioration des promotions intra-catégorielles.

Loin s'en faut !!! La seule avancée concrète, grâce à l'action menée, est la suppression du contingentement pour l'accès au 8ème échelon du grade d'agents administratifs.

Au-delà, les premières annonces ne font que reprendre la méthode déjà utilisée, on rajoute quelques points d'indice en fonction de l'évolution du SMIC (+ 7 points au 1er janvier 2014, comme au 1er janvier 2013) avec un minime effort jusqu'aux échelons terminaux des échelles 3 et 4. Les 4 grades (maintien du 1er grade pour maintenir les recrutements sans concours) et la durée de carrière restent en l'état. Tout ça pour ça !!!! et la même logique est annoncée pour 2015.

Pour la CGT c'est l'impasse sur l'évolution de la grille encore plus écrasée sur le SMIC. Tout cela n'augure rien de bon pour les autres catégories.

S'agissant des promotions intra-catégorielles, les taux annoncés le 6 juin, restent sous le sceau de l'austérité budgétaire. Par rapport aux annonces ministérielles faites le 22 février 2013, c'est la confirmation d'une baisse des taux de promotion pour 2013 par rapport à ceux de 2012, avec une augmentation infime pour les contrôleurs (+2% CP, +4% C1) et agents (+3% AAP1, +3% ATP1).

Au final, seule la catégorie C voit ses taux maintenus, mais 323 agents techniques et 3703 agents administratifs promouvables ne verront pas la couleur d'une promotion en 2013 !

Pour la catégorie B, c'est encore une baisse annoncée des taux de promotion, 11186 contrôleurs et 222 géomètres promouvables devront eux aussi attendre leur promotion !

**Pour la CGT Finances Publiques, l'ampleur des attaques contre le statut, les statuts particuliers, la carrière et les droits et garanties des personnels place plus que jamais la mobilisation à l'ordre du jour.**

# Encore une nouvelle réforme pour sauver les retraites !

Mais comment se fait-il que notre système ne soit pas sauvé?

Combien de médecins se sont penchés sur le malade, médecins si bien décrits par Molière, qui prescrivent des purges et des saignées. Le souci n'est pas de soigner mais de garder le malade toujours alité et toujours malade.

D'ailleurs, cela rapporte aux technocrates, aux participants du COR et aux rapporteurs, économistes surpayés qui vous expliquent comment vous devez vous serrer la ceinture.

Les fonctionnaires sont dans le collimateur une fois de plus. Leur retraite est plus élevée que dans le privé. Voilà! Tout est dit. Mais c'est une moyenne qui est évoquée, soit 1700 euros pour des retraités de la fonction publique d'Etat ou territoriale ou hospitalière. Ces chiffres sont avancés au Journal de 20h sans autres précisions.

Ils procèdent toujours de la même façon: **en divisant, en opposant les travailleurs** des différents secteurs, privé/public, régimes spéciaux, régimes de droit commun. Leur but est pourtant toujours le même, aucune illusion à avoir, c'est de diminuer les retraites pour ouvrir le marché aux assurances privées, aux banques et autres vampires économiques.

Un patron le disait bien "*Notre cible est de détruire ce qui a été créé à la libération par le CNR: la Sécurité sociale, la solidarité des salariés contre les risques de la vie, maladie, vieillesse ou handicap*". Mme Parisot invoquait la fatalité, et contre la fatalité, on ne peut que subir.

L'hypocrisie est leur arme de prédilection: aucune vérité n'est bonne à dire. Ils prétendent vouloir sauver le système, seul valable, de répartition.

Ce système où les actifs payent pour les retraités, le seul exemple de solidarité et de cohésion sociale. L'autre méthode, la capitalisation, est un système individuel et dépendant des fluctuations boursières. Combien d'exemples de personnes à la veille de prendre leur retraite se sont vues ruinées, leur entreprise en faillite, ne pouvant plus reverser les sommes promises. Les exemples pullulent dans les sociétés anglo-saxonnes.

Une seule solution: continuer à travailler pour une misère jusqu'à 70ans ou plus. Aux Etats Unis, c'est une situation courante.

Mais comment faire?

Puisque l'on vous dit qu'il y a un déficit de plus de 20 milliards et que pour un retraité, il n'y a plus que 1,5 actif, résultat en 2040 on va à la catastrophe, plus personne ne travaillera dans ce pays.

**L'économie libérale a ouvert les ondes à ses ténors qui répètent inlassablement les mêmes inepties: la France vit au dessus de ses moyens.**

La partition est toujours la même depuis plus de 20 ans et les réformes libérales se succèdent pour diminuer nos droits, nos acquis sociaux.

Mais admettons leur démarche sincère: ils veulent vraiment sauver le système de retraite par répartition, une réforme n'a rien solutionné; on change de méthode et on essaye d'une autre manière.

Là, plus têtu qu'une bourrique, on continue de la même façon: rallonger la carrière et diminuer les pensions.

Ils ignorent volontairement la répartition des richesses. Voilà! Car là se trouve la solution: la répartition des richesses produites.

Karl en son temps le disait bien, le problème est dans le partage de la plus value et **seul le travail crée de la plus value et de la richesse.**

Donc suivons le raisonnement: celui qui détient le capital aura inmanquablement besoin du travail pour s'enrichir, car l'argent seul ne travaille pas. Asseyez-vous devant un tas de billets, pour ceux qui peuvent, vous ne le verrez pas augmenter.

Le capital est inerte, il a besoin du travail et surtout de l'exploitation voire de la spéculation pour gonfler, c'est clair.

En 1947, le PIB de la France était de 17 milliards d'euros (conversion faite en euros); en 2011, il est de 1995 milliards d'euros.

En 1947, c'était la création de la Sécurité sociale, l'instauration de la retraite au bout de 37,5 ans de carrière, les régimes spéciaux n'étaient pas un problème. Il y avait très peu de chômage.

Comment dans un pays où le PIB a été multiplié par plus de 100, nos technocrates libéraux peuvent expliquer, sans être qualifiés de malhonnêtes, qu'il n'y a plus d'argent pour maintenir une société humaine et solidaire?

Ils donnent aux banques 300 milliards en nous expliquant sans sourciller qu'ils accomplissent un acte de sauvetage et de bienfaisance pour éviter la destruction et l'apocalypse.

**Chaque année dans ce pays, le montant de la fraude fiscale s'élève à 80 milliards, 600 milliards sont partis dans les paradis fiscaux et... on supprime 20 000 postes aux finances publiques pour le "laisser faire" ambiant.**

Un éminent docteur en économie a évalué à 2000 milliards le montant des capitaux français dans les paradis fiscaux.

Les sociétés multinationales se dispensent de toute contribution et, pour citer un exemple, GOOGLE ne paye que 3% d'impôt sur ses bénéfices colossaux et profite joyeusement des paradis fiscaux.

L'ensemble des banques françaises ont toutes des filiales dans les paradis fiscaux.

Vous comprenez mieux pourquoi il n'y a plus d'argent pour le social, les retraites et pour assurer une fin de vie humaine à nos parents: n'ayons pas peur des vérités, nous assistons au plus grand "casse" du siècle au profit de la Finance, des banques, des assurances, du capitalisme.

Notre gouvernement veut des réformes pour le bien de tous.

En réalité, c'est une régression complète à laquelle nous assistons, de nombreux retraités n'ont même pas un SMIC pour vivre et beaucoup survivent grâce aux Restaurants du Cœur, et tout cela dans un pays riche.

**La CGT affirme que le financement doit passer par le travail.**

Le chômage, la misère sont présentés comme une fatalité par les patrons et les technocrates.

C'est la crise !?

Un million de chômeurs en moins, c'est 3 milliards dans les caisses de la Sécurité sociale et la solution pour les retraites.

Le chômage et la misère profitent à l'oligarchie financière qui nous gouverne. Il n'y a pas de fatalité mais en réalité un glissement vers une société barbare où règne l'individualisme.

Il est temps de remettre au goût du jour les revendications et fondements de notre système de retraite d'ailleurs rappelées dans notre dernier congrès CGT FIP:

- **abrogation de la réforme Balladur-Veil de 1993**
- **abrogation de la réforme Fillon**
- **retour aux 37,5 années pour une retraite complète pour le public et le privé.**
- **un minimum de retraite égal au SMIC net**
- **une prise en charge totale de la dépendance**

Le débat est ouvert. Pour ce qui est du financement, aucune inquiétude! De l'argent, il y en a mais une autre répartition est nécessaire.

# **LA CRISE C'EST EUX, LA SOLUTION C'EST NOUS**

## **IL EST URGENT DE CHANGER DE CAP !**

Plus d'un an après leur arrivée au pouvoir, le Président de la République et sa majorité n'ont pas répondu aux attentes de changement et de rupture avec les politiques antérieures. Le gouvernement abdique, chaque jour davantage, devant les marchés financiers et cède systématiquement aux exigences toujours plus élevées de la Commission Européenne et du MEDEF.

Les résultats de ces choix politiques d'austérité sont désastreux pour l'immense majorité de la population du pays. La crise se poursuit et s'aggrave, le taux de chômage atteint des records, le pouvoir d'achat régresse et la misère progresse. Seule une infime minorité de riches continue à voir sa situation s'améliorer.

## **DES CHOIX DANGEREUX**

Le gouvernement actuel maintient les logiques à l'œuvre depuis des années. Il continue de supprimer les emplois, 2564 encore à Bercy en 2014. Il maintient le gel du point d'indice.

Il réduit les plans de qualification. Il poursuit les réformes de structures et les fermetures de services. Il baisse les crédits de fonctionnement et d'investissement. Sous prétexte de simplifications et de nouvelles démarches stratégiques, il s'en prend aux missions de service public dans une période où au contraire il faudrait les renforcer, notamment dans la lutte contre les fraudes.

Les mêmes logiques sont à l'œuvre pour les institutions financières du semi public.

Le plan « Banque de France 2020 » impose la suppression de milliers d'emplois, sacrifie l'aide aux citoyens surendettés et la présence de la Banque de France au service des agents économiques et des collectivités.

La création d'une Banque Publique d'Investissement « sous dimensionnée » avec des moyens insuffisants ne permet que très partiellement le financement de l'économie réelle.

C'est 50 milliards d'euros supplémentaires issus de l'épargne populaire détournés au profit des banques au détriment du financement du logement social.

Ces choix d'austérité conduisent à une dégradation des conditions de travail des personnels devenue insupportable. Ils ont aussi pour conséquence d'affaiblir les conditions d'accès au service public, particulièrement pour les populations les plus défavorisées.

## **OÙ EST LA RUPTURE ANNONCÉE IL Y A PLUS D'UN AN ?**

Pire, de nouveau le gouvernement et le patronat veulent s'en prendre aux retraites pour réduire le « coût » du travail et faire éclater notre système de sécurité sociale fondé sur la répartition des richesses créées par le travail.

La CGT s'oppose à une telle vision des choses et l'affirme le travail n'est pas un coût, c'est une richesse. Elle porte des propositions pour un nouvel ordre économique, afin d'obtenir une nouvelle répartition des richesses pour le travail, le plein emploi, l'augmentation générale des salaires, pour les retraites et le droit à la santé, pour un nouveau développement des services publics.

## **IL EST TEMPS DE PESER SUR LES CHOIX !**

La fin de l'année 2013 sera déterminante sur un certain nombre de dossiers qui nous concernent tous dans notre vie quotidienne, au et hors du travail. Il y aura en premier lieu la question des retraites. Mais c'est aussi la période des choix budgétaires 2014 (PL, PLFSS), de décisions sur l'organisation des services de l'État, sur les réformes internes aux administrations, sur l'avenir du secteur financier semi public.

Ce doit être pour nous la période pour faire vivre nos revendications, populariser nos projets alternatifs afin d'imposer la rupture avec les politiques inefficaces et désastreuses appliquées par les gouvernements successifs.

La Fédération des Finances CGT appelle les personnels des ministères économiques et financiers, du secteur financier semi public à participer massivement, en grève et en manifestant, à la journée d'action du 10 septembre.

# **REVUE DE PRESSE**



Robert Mascarell le 2 février 2013

## **Après la CFDT, la carrière est juteuse.**

Depuis quelques semaines, la CFDT se signale à l'attention de l'opinion publique, par :

- le départ de son secrétaire général François Chérèque et sa transformation immédiate en agent prébendé de l'Etat,
- sa signature d'un accord national minoritaire, dit de sécurisation de l'emploi, avec le MEDEF,
- la déclaration de son nouveau secrétaire général, Laurent Berger, accusant la CGT d'être coresponsable, avec l'employeur, du projet de fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens.

Tant d'actualité aussi négative pour les salariés, à mes yeux, m'a incité à aller voir ce qui pouvait expliquer que cette centrale syndicale signe régulièrement des accords dans le dos des salariés et se livre de plus en plus à des attaques frontales contre la CGT.

Pour ce faire, j'ai cherché à savoir quel avait été le parcours des secrétaires généraux des organisations syndicales représentatives (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO) depuis les années 60 jusqu'à aujourd'hui, après qu'ils aient quitté leurs fonctions à la tête de leur centrale syndicale.

Là, je suis allé de stupeur en stupeur.

Hormis ceux de la CFDT, tous les ex-secrétaires généraux ou présidents des autres confédérations syndicales sont restés dans leur organisation ou dans des associations qui leur sont proches. Bref, ils n'ont pas fait carrière.

A l'inverse, tous les ex-dirigeants de la CFDT, à l'exception d'Eugène Descamps, qui fut secrétaire général de la CFDT jusqu'en 1971, se sont retrouvés à la tête d'entreprises privées ou ont été nommés à des postes de hautes responsabilités dans des organismes publics.

A noter qu'Eugène Descamps a été, et de loin, le secrétaire général de la CFDT le plus unitaire. Il n'y a donc pas de hasard à ce que cet homme soit demeuré fidèle à ses engagements syndicaux, une fois déchargé de responsabilité. Mais, voyons quel fut le parcours de ses successeurs, dans les mêmes circonstances.

Commençons par le premier, Edmond Maire. Il fut secrétaire général de la CFDT de 1971 à 1988. Par la suite, il a été président de Villages Vacances Familles, devenu Belambra Clubs après avoir été privatisé en juillet 2006, puis président de la société d'investissement solidaire France Active (association d'insertion et d'aide à la création d'entreprise).

Edmond Maire a été remplacé, de 1988 jusqu'en 1992, par Jean Kaspar.

De 1993 à 1996, celui-ci a été conseiller social à l'ambassade de France à Washington. Il est, depuis 10 ans, consultant en stratégies sociales et gérant de « J.K consultant » à Paris. Il est par ailleurs vice-président de l'Observatoire social international et lié à Entreprise et Personnel, un club RH (ressources humaines) regroupant plusieurs grandes entreprises françaises. Il est aussi intervenant expert pour Entreprise & Personnel, APM (Association Progrès du Management) et GERME (Groupes d'Entraînement et de Réflexion au Management des Entreprises). Il est conseiller de la Fondation pour l'innovation politique. La Fondapol est un cercle de réflexion libéral, fondé par l'UMP, dirigé par Dominique Reynié (un des habitués de l'émission de la 5 « C dans l'air »). Jean Kaspar a aussi été membre de la Commission Attali mise en place par Nicolas Sarkozy. Le 19 mars 2012, il a été nommé président de la Commission du Grand Dialogue de La Poste par Jean-Paul Bailly, le P D-G.

J'en arrive maintenant à Nicole Notat. Elle fut secrétaire générale de la CFDT de 1992 à 2002.

Dès 2002, elle a été portée à la tête de Vigeo, société européenne d'évaluation des performances sociales et environnementales des entreprises. Parmi les actionnaires on y trouve toutes les grandes banques françaises, de grandes sociétés, des fonds de pension.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, elle préside le célèbre club Le Siècle, dont font partie tous les dirigeants des grandes sociétés françaises. Elle est membre du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe, nommée par le Conseil européen. Elle est

membre du conseil d'administration de la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) et du conseil de surveillance du Monde SA. Bref, tout va bien pour elle. Et, il ne s'agit-là que d'un résumé de ses fonctions. Passons maintenant au petit dernier, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT jusqu'en décembre 2012. Rassurez-vous, ça commence bien pour lui. Le 3 janvier 2013, il a été nommé inspecteur général des Affaires sociales. Il est également président du think-tank social-libéral Terra Nova. N'en doutons pas, ce n'est qu'un début. Le jeune homme ira bien plus haut et plus loin. Comme ses prédécesseurs, il a bien préparé le terrain, du temps où il était secrétaire général de la CFDT.

M'est avis que son successeur, Laurent Berger, a bien compris la leçon. Je dirais même plus, il l'a vite apprise. En l'espace d'un mois, il a trouvé le moyen d'accepter de signer un accord scélérat dans le dos des salariés, alors qu'il sait parfaitement que son organisation, même avec l'apport de la CFTC et de la CGC, ne représentent que 38,70 % des voix des salariés, alors que les deux syndicats non signataires, la CGT et FO, pèsent 49,79 %. Et que si on y ajoute les voix des syndicats Sud-Solidaires et FSU, non conviés à la négociation, mais résolument contre l'accord, nous arrivons à 55,67 % des voix des salariés contre. A la CFDT, on appelle ça, respecter la démocratie.

Mais Laurent Berger ne s'en n'est pas tenu là. Cette semaine, il a donné un coup de poignard dans le dos de la CGT, l'accusant d'être coresponsable, avec l'employeur, de la décision de fermeture de l'entreprise Goodyear à Amiens. On ne m'ôtera pas de l'idée que, alors qu'ils sont en poste à la tête de leur confédération, les secrétaires généraux, depuis Edmond Maire, mais surtout depuis Jean Kaspar, pensent à la meilleure manière d'atterrir lorsqu'ils ne le seront plus. Il s'agit, pour eux, de donner des gages à leurs futurs employeurs. Ce sont des carriéristes. C'est la raison pour laquelle, systématiquement et de plus en plus, la CFDT accepte de signer l'inacceptable, sans tenir compte de l'avis de la majorité des salariés.

Ainsi va la démocratie.

\*\*\*\*\*

**LePoint.fr**

**Le Point.fr**

**L'ancien secrétaire général de la CFDT vient d'être intronisé inspecteur général des affaires sociales. Il percevra 7 257,55 euros net par mois.**

François Chérèque répétait à l'envi qu'on ne le verrait jamais assumer une fonction politique. Pourtant, le voilà, lui, ancien secrétaire général de la CFDT, récemment intronisé inspecteur général des affaires sociales, nommé lundi par Jean-Marc Ayrault superviseur du plan quinquennal de lutte contre la pauvreté. Il évaluera la pertinence des aides dévolues aux 4,7 millions de Français qui vivent avec moins de 803 euros par mois. Principales mesures : relèvement de 10 % du RSA d'ici à 2017, hausse du plafond de la CMU complémentaire (750 000 nouveaux bénéficiaires), allongement à 12 mois de la durée moyenne des contrats aidés... Ce plan, financé par des redéploiements budgétaires, coûtera 2,5 milliards d'euros par an à partir de 2017. Sa nomination fait déjà grincer des dents du côté des syndicats. "Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale", a critiqué Jean-Claude Mailly (Force ouvrière).

Rattaché à l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales), l'un des corps administratifs les plus prestigieux, François Chérèque percevra 7 257,55 euros net par mois (primes et indemnités incluses). La CFDT, qu'il a quittée en novembre dernier, lui versait un salaire de 4 500 euros net par mois sur 13 mois. L'ex-leader syndical, âgé de 56 ans, est aussi depuis peu président du « think tank » Terra Nova - qui ne lui verse aucun salaire. François Chérèque se plaît en cumulard.

\*\*\*\*\*

La blague qui court:

*"Quand le MEDEF aura obtenu le rétablissement de l'esclavage, la CFDT négociera sur le poids des chaînes !"*